

Zeitschrift:	Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Herausgeber:	Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Band:	49 (1961)
Heft:	8
Artikel:	La femme sera-t-elle appelée à signer avec son mari les contrats de vente à tempérament ?
Autor:	L.D.
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-269765

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

NOUVELLES FÉMINISTES

NEUCHATEL

Installation des autorités cantonales

Le lundi 29 mai est une date historique pour les Neuchâteloises, car c'est la première fois que dans notre pays, des femmes élues au scrutin populaire sont appelées comme membres des autorités cantonales, prenant part à la solennité de l'installation du Grand Conseil.

Cortège solennel de gendarmes impeccables, gantés de blanc, bannière neuchâteloise déployée, huissiers majestueux, conseillers d'Etat en habit et chapeau haut de forme... tout cela, l'espace d'un instant fait réver aux fastes d'autan ! Puis nous renonçons à la réalité d'aujourd'hui en voyant passer les grandes conseillères parmi lesquelles se trouvent les quatre grand'conseillères : on a du plaisir à reconnaître leur silhouette grave ou enjouée entourée chacune des collègues de son district.

Tous montent au Château sur la terrasse duquel se trouve la Collégiale où un nombreux public les attend. Le message « ex cathedra » d'une haute portée religieuse, est par ailleurs resté fidèle à la

tradition masculine de l'autorité : c'est par un : « Messieurs les députés, mes frères ! » que commence le culte encadré par la musique « Les Armes Réunies » de La Chaux-de-Fonds.

Après la bénédiction, les députés se rendent à la salle du Grand Conseil où, devant les tribunes du public archi pleines, le doyen d'âge ouvre la séance ; il a un mot aimable pour les grand'conseillères qu'il souhaiterait voir plus nombreuses dans notre parlement. Puis vient le moment solennel de l'assermentation suivie des nombreuses nominations statutaires dont l'énumération serait fastidieuse pour nos lectrices.

Nous quittons la salle, laissant nos grand'conseillères parlementaires. Faisons-leur confiance.

M. P.

Autorité tutélaire

Dans sa session du 30 mai, le Grand Conseil a nommé Mme Janine Robert-Challande juge assesseur à l'Autorité tutélaire du district de Neuchâtel. Nous disons nos très vives félicitations à Mme Robert qui est, de plus, présidente du comité de notre journal. Il est quelquefois la proie de mar-goulins qui l'exploitent malheureusement sans scrupule.

Il n'est pas besoin de citer des exemples d'abus auxquels à prêté la vente à tempérément, chacun de nous en connaît. La vente à tempérément est une forme de marché dans laquelle l'acheteur est le contractant le plus faible. Il engage une partie de son revenu futur et de son pouvoir d'achat. Un mauvais placement de son argent le frappe beaucoup plus durement que l'acheteur au comptant qui conserve son revenu futur ou que le vendeur qui se préunit contre les risques en exigeant des suppléments de prix, une cession de salaire, une réserve de propriété. Souvent l'acheteur à tempérément, trop content de trouver une forme de crédit à sa portée dans un cas d'urgence, néglige le détail et accepte des conditions qu'un client expérimenté en affaires refuserait. Il est quelquefois la proie de mar-goulins qui l'exploitent malheureusement sans scrupule.

De même pour la vente avec paiements préalables. Il s'agit là d'une forme d'épargne forcée à laquelle s'astreignent, en particulier, nombre de jeunes gens pour l'achat, par exemple, de tressus ou de meubles, par préférence au placement sporadique de leurs économies dans une banque. Or, ici, les abus sont aussi fréquents. Il est arrivé plusieurs fois qu'un grand nombre d'acheteurs aient subi un sérieux dommage dans la faillite d'une maison de meubles ou de tressus. On cite le cas d'une fabrique de meubles où les versements des « épargnantes » étaient utilisés non pas seulement à faire subsister une exploitation qui battait de l'aile, mais étaient dépensés sans rapport avec l'entreprise, jusqu'au moment où la fabrique fit une retentissante faillite.

L'autorité fédérale alertée depuis vingt ans, a eu mille peines à se décider à intervenir pour mettre de l'ordre dans ces deux domaines et elle se fait, encore quelque peu tirer l'oreille aujourd'hui, puisque le projet de loi qu'elle a fini par élaborer, déposé à fin janvier 1960, vient seulement d'aborder un premier débat au Conseil des Etats lors de la session parlementaire du mois de mars dernier. Ce projet soulève d'ailleurs encore des objections de principe. Au début de mars a paru dans la *Tat* de Zurich, une étude très critique relative aux dispositions prévues par le projet sur la vente avec paiements préalables.

bles où il est dit, en gros, que notre droit actuel suffirait à en réprimer les abus, mais que nos tribunaux ne s'accordent pas à ce propos et que le Tribunal fédéral est beaucoup trop coulant envers ceux qui pratiquent la vente avec paiements préalables. Quoiqu'il en soit, le projet fédéral aborde ces matières avec prudence lui aussi et, comme il s'agit de matières juridiques compliquées, la crainte qu'on peut formuler est que ce projet ne soit pas facile à comprendre et à interpréter par les principaux intéressés, c'est-à-dire par les acheteurs à tempérément ou à paiements préalables.

Car le but du projet de loi est essentiellement de protéger ces acheteurs — un but évidemment social puisqu'il s'agit en général de salariés, souvent même de petits salariés. D'autre part, il s'agissait aussi de sauvegarder la forme de crédit que constitue la vente à tempérément et la forme d'épargne que constitue la vente avec paiements préalables, par le fait même que l'une et l'autre sont facilement accessibles aux petites bourses et peuvent rendre de réels services. Autrement dit, il fallait faire la part des intérêts légitimes des acheteurs et à la fois des vendeurs en permettant à ceux-ci de se couvrir par des moyens corrects contre les mauvais payeurs. En outre, des tiers, par exemple une banque, interviennent fréquemment dans le financement de ces opérations commerciales et là encore il y avait des droits légitimes à réservé.

Le projet de loi traite d'abord de la vente à tempérément, puis de la vente avec paiements préalables. Il serait difficile d'en donner le détail ici, mais l'important pour le public est de savoir que ces ventes, selon la loi, devront se faire par contrat écrit comportant à titre obligatoire toute une série de précisions sur les engagements que souscrivent acheteur et vendeur. L'acheteur saura ainsi exactement le prix de la marchandise s'il l'achète au comptant, le supplément qu'il payera en l'achetant par acomptes, le montant du versement initial, le nombre d'acomptes à verser, les sûretés que se réserve le vendeur au cas où il seraient en demeure, le dédit à payer en cas de résolution du contrat. Ces dispositions-là ont donc pour but d'apporter de la clarté à l'opération.

(suite page 5, col. 1)



Raymonde Schweizer



Lucette Favre-Rognon



Thérèse Scuri



Marguerite Greub

oublient souvent que les femmes peuvent être appelées à remplir certaines fonctions.

Mme Girard invite les femmes à se rendre nombrées aux urnes.

On compte dans le canton une conseillère municipale, 28 conseillères communales, 500 membres des conseils généraux, 6 secrétaires municipales, 1 boursière communale, 30 membres des commissions de gestion.

Rapport et comptes sont approuvés, avec une augmentation de la cotisation annuelle.

Le vote est émis que les femmes sollicitées de figurer sur les listes de candidates aux élections communales de cet automne répondent par l'affirmative.

Mme Girard a fait un exposé sur les travaux de la Commission de la femme de l'ONU.

Une greffière

Le Tribunal cantonal a nommé greffière-substitut à la Justice de paix du cercle de Molondin Mme Marguerite Hausmann, à Yverdon.

Dans l'administration cantonale

On sait que depuis 1938, tous les postes de l'administration cantonale sont, en théorie du moins, accessibles aux femmes. Pratiquement la loi est restée lettre morte et, dans les avis indiquant les postes vacants, l'Office du personnel se garde bien d'indiquer qu'à tous ces postes, des femmes peuvent être candidates. Qu'elles soient nommées, c'est une autre chanson.

On sait que plusieurs fonctionnaires sont sérieusement aidés dans leur tâche par leur femme ou leur secrétaire. Ainsi en est-il pour les officiers de l'état-civil, mais on se garde bien de nommer des femmes à ce poste difficile, c'est vrai, et plein de responsabilités. On a cité le cas d'une vacance dans un arrondissement du nord-est du canton où pour remplacer l'officier décédé, on avait sous la main une femme très capable. Mais voilà, le Département de justice et police n'en voulait rien : il a nommé alors un officier qui ne pouvait convenir pour un défaut bien connu. Et il a fallu rapidement le remettre, sans pour cela recourir à la bonne volonté féminine.

Les femmes dans les commissions

Pour remplacer Mme Chapuis, qui a quitté Yverdon, la Municipalité d'Yverdon a nommé membre de la commission scolaire Mme Pierre Piguet. Le Département de l'instruction publique et des cultes a nommé comme déléguée de l'Etat, au sein de cette commission, Mme Françoise Perret-Roulet, journaliste, bien connue dans les milieux féministes et soroptimistes.

Les citoyennes lausannoises

Le groupe de Lausanne de l'Association vaudoise des citoyennes s'est réuni en assemblée générale le 26 mai, sous la présidence de Mme L. Zanchi, qui a rappelé les succès remportés par les trois séances d'information organisées à l'occasion de deux votations cantonales et d'un référendum communal. La formule est bonne et sera poursuivie. Il faut renseigner les citoyennes et les engager à aller voter, en remontant la pente de l'indifférence, il y a longtemps, de l'absence des droits politiques. Mme Andersen, membre du comité depuis 1950, a donné sa démission pour des raisons de santé ; Mme Jacqueline Fischer, vice-présidente, laquelle Lausanne pour occuper à Berne le secrétariat romand de l'Association suisse des employés de banque.

Un auditore que l'on aurait voulu plus nombreux a écouté avec le plus grand intérêt une causerie de M. J.-P. Rochat, maître supérieur à Blonay, membre de la commission de la Société pédagogique romande, qui étudie l'harmonisation des systèmes scolaires des cantons romands. Il ne s'agit nullement d'uniformiser l'école sur terrains romande, mais de supprimer les inconvenients qui résultent des différences d'âge d'admission et de sortie de l'école, des débuts de l'année scolaire, de supprimer les écarts entre l'étude de telle ou telle matière, de publier des manuels scolaires communs, de façon à faciliter et à améliorer le travail scolaire. Il y a chaque année 3500 enfants, l'effectif de 120 classes, qui sont transplantés d'un canton à l'autre.

Le problème préoccupe de nombreux milieux qui le progrès doit être pris avec les autorités qui le propagent ne doit pas se ralentir, et les contacts doivent être pris avec les autorités qui le

La femme sera-t-elle appelée à signer avec son mari les contrats de vente à tempérément ?

Il n'est pas besoin de citer des exemples d'abus auxquels à prêté la vente à tempérément, chacun de nous en connaît. La vente à tempérément est une forme de marché dans laquelle l'acheteur est le contractant le plus faible. Il engage une partie de son revenu futur et de son pouvoir d'achat. Un mauvais placement de son argent le frappe beaucoup plus durement que l'acheteur au comptant qui conserve son revenu futur ou que le vendeur qui se préunit contre les risques en exigeant des suppléments de prix, une cession de salaire, une réserve de propriété. Souvent l'acheteur à tempérément, trop content de trouver une forme de crédit à sa portée dans un cas d'urgence, néglige le détail et accepte des conditions qu'un client expérimenté en affaires refuserait. Il est quelquefois la proie de mar-goulins qui l'exploitent malheureusement sans scrupule.

De même pour la vente avec paiements préalables. Il s'agit là d'une forme d'épargne forcée à laquelle s'astreignent, en particulier, nombre de jeunes gens pour l'achat, par préférence au placement sporadique de leurs économies dans une banque. Or, ici, les abus sont aussi fréquents. Il est arrivé plusieurs fois qu'un grand nombre d'acheteurs aient subi un sérieux dommage dans la faillite d'une maison de meubles ou de tressus. On cite le cas d'une fabrique de meubles où les versements des « épargnantes » étaient utilisés non pas seulement à faire subsister une exploitation qui battait de l'aile, mais étaient dépensés sans rapport avec l'entreprise, jusqu'au moment où la fabrique fit une retentissante faillite.

L'autorité fédérale alertée depuis vingt ans, a eu mille peines à se décider à intervenir pour mettre de l'ordre dans ces deux domaines et elle se fait, encore quelque peu tirer l'oreille aujourd'hui, puisque le projet de loi qu'elle a fini par élaborer, déposé à fin janvier 1960, vient seulement d'aborder un premier débat au Conseil des Etats lors de la session parlementaire du mois de mars dernier.

Ce projet soulève d'ailleurs encore des objections de principe. Au début de mars a paru dans la *Tat* de Zurich, une étude très critique relative aux dispositions prévues par le projet sur la vente avec paiements préalables.

étudient sérieusement cette réforme, laquelle ne peut qu'être accompagnée d'une réforme de structure, dont la venue sera lente et hérissee de bien des embûches. Déjà ont été établis quelques grands principes qui permettront d'engager de nouvelles discussions, de nouvelles propositions ; but soit vaut bien la peine et l'opinion publique doit soutenir les efforts de ceux qui s'emploient à résoudre ce problème d'une si grande importance pour le pays

S. B.

GENÈVE

Association pour le suffrage féminin

Les deux derniers cours civiques organisés par l'Association genevoise pour le suffrage féminin, les 8 et 15 mai, présentaient deux départs de notre gouvernement cantonal et, loin de garder une allure scolaire, projetaient au contraire une vive lumière sur des problèmes d'actualité.

Le Département du commerce, du travail et de l'industrie, auquel préside M. Dupont, conseiller d'Etat, est chargé de veiller à l'application des lois fédérales ou cantonales concernant le travail. Il s'efforce d'apaiser les conflits surgissant entre employés et employeurs grâce à l'Office de conciliation. Il encourage et développe la formation professionnelle. A lui encore échoit la tâche, si difficile à Genève aujourd'hui, de contrôler les loyers, de susciter la création de logements nouveaux à des prix accessibles. Il n'y a que 15% des logements qui, dans notre canton, ne soient pas contrôlés. Les questions d'établissements d'étrangers indépendants, de transports (y compris l'aérodrome), de commerces, de zones franches, lui incombent encore.

M. Treina, conseiller d'Etat, préside aux activités du Département de prévoyance et d'hygiène sociale. De ce département dépendent les établissements hospitaliers avec leur nombreux personnel et les dépenses considérables qu'ils nécessitent. On connaît moins les activités destinées à prévenir les maladies : l'Institut d'hygiène avec ses services microbiologiques, le contrôle des médicaments et des denrées alimentaires, le Laboratoire de toxicologie industrielle, la lutte contre la pollution des eaux ou de l'air. Ce département veille au sort des vieillards, des veuves, des orphelins, des invalides, lesquels bénéficient maintenant d'assurances régulières et non plus de l'assistance publique. Ceci nécessite un service central d'enquête extrêmement développé. Ce département, encore, répartit entre de nombreuses œuvres d'enraide le bénéfice du droit des pauvres et en surveille l'emploi. Il répartit aussi des subventions cantonales à diverses institutions privées. C'est avec une chaleur communicative que M. Treina s'est réjoui, avec son auditoire, de l'état favorable des finances qui lui permet de faire des largesses utiles.

VAUD

Groupe des citoyennes de Vevey

Le groupe de Vevey-La Tour et environs de l'Association vaudoise des citoyennes a tenu son assemblée générale, sous la présidence de Mme G. Girard (La Tour).

Le rapport présidentiel relève que l'effectif atteint 179 membres. Hommage est rendu aux disparus : Mme Maillard, Mme Willomenet.

La propagande ne doit pas se ralentir, et les contacts doivent être pris avec les autorités qui le

pour « Le rôle de la femme dans les Conseils généraux et au Grand Conseil » et un de Mme Groux-Meylan, conseillère communale radicale à Grandson, sur « Mes expériences de conseillère communale vaudoise », que se termine cette première journée de travail.

Les déléguées ont encore siégé en une longue séance privée le dimanche matin, puis une excursion au château de Lenzbourg (où les attendait la télévision) et à Halwil apporta une heureuse détente après tant de travaux.

Le samedi soir, au banquet, d'aimables paroles furent échangées entre la présidente et diverses personnalités.

G. G.

A la Landsgemeinde de Glaris

Le dimanche 7 mai, à la Landsgemeinde de Glaris où 7000 électeurs environ étaient réunis, la question du suffrage féminin restreint a été posée.

Ce n'était pas la première fois que les Glaronais étaient consultés à ce sujet. Après la première guerre mondiale, lorsque le monde semblait se rétablir, après le grand bouleversement, dans plusieurs cantons des féministes audacieux, curieux pour proposer l'adoption des droits civiques féminins complets. A Zurich en 1919, à Bâle, à St-Gall et à Glaris en 1921. Partout ce fut l'échec.

La proposition glaronnaise du 7 mai était plus modeste : il ne s'agissait que d'octroyer aux femmes le droit de vote dans les questions scolaires et ecclésiastiques, ainsi que dans les questions d'assistance sociale.

On ne traita pas la chose à la légère puisque, dix-neuf objets étant à l'ordre du jour de la Landsgemeinde, on ne consacra pas moins de trois quarts d'heure à recommander cette réforme constitutionnelle qui ne présentait aucun danger politique, ainsi que plusieurs orateurs le firent valoir avec éloquence. Néanmoins, elle fut repoussée à une majorité de 5000 voix environ, contre 2000.

L'exemple de la Suisse romande n'a pas encore fait école.

BALE

L'Association bâloise pour le suffrage féminin a adressé une requête à tous les membres du Grand Conseil bâlois leur demandant d'user de leur influence auprès du gouvernement pour que l'on vote le plus tôt possible sur l'initiative en faveur du suffrage féminin, déposée en mains du Conseil d'Etat depuis 1957. La votation devrait intervenir si possible avant les élections du Conseil bâlois de l'automne pour que les femmes puissent y prendre part.

EN ARGOVIE

En Argovie, les électeurs de l'Eglise nationale réformée se sont prononcés pour l'introduction du suffrage féminin actif et passif à une majorité respectable. Avec quelques cosignataires, le député H. Hoh (Baden) a présenté une motion au Grand Conseil, priant le Conseil d'Etat de préparer une loi régulant les dispositions constitutionnelles pour l'introduction du suffrage féminin actif et passif en matière cantonale. (A.S.F.)

II. Quelques formes actuelles de notre solitude

Prendre sa plus belle plume

Les expressions d'aujourd'hui sont de plus en plus vides de sens, survivances d'un temps révolu : le temps où, entre plusieurs plumes d'oie, on choisissait la mieux taillée par égard pour son correspondant auquel on ne voulait envoyer qu'une lettre bien écrite. Aujourd'hui, l'unique stylo suffit à nos velléités épistolaires. Comment, en effet, dans ce délice organisé qu'est notre vie, trouver le temps d'écrire une lettre, comment donner encore un sens à une démarche aussi anachronique ?

J'ai questionné à droite et à gauche. « Ecrire ? » m'a dit beaucoup « cela n'est plus possible. On est sans cœur harcelé par la besogne, dérangé par les enfants, accaparé par le conjoint, distrait par la radio ou la télévision. Comment voulez-vous vous concentrer ? » Un grand nombre affirment que le téléphone remplace avantageusement la correspondance en vous permettant de gagner du temps (encore et toujours !) : en une heure, on peut faire toute une série de téléphones, alors qu'on écrira à grand peine une lettre. Beaucoup de jeunes trouvent la correspondance vieux-jeu ; l'idée seule d'une lettre d'amour suscite leur dérision ; quant à la bonne tante qui leur a fait un cadeau, ou la mercerie par téléphone, pour peu qu'on y pense. Il y a d'autre part des gens qui ne conçoivent pas la

raison d'être de la correspondance. Ils vivent à fleur de peau et les rencontres leur suffisent sans qu'ils éprouvent le besoin de poursuivre l'entretien à distance. Mais le facteur qui de beaucoup prime tous les autres, c'est la loi du moindre effort. L'effort, en effet, est la chose à la fois la plus coûteuse et la plus dépréciée aujourd'hui. Nous avons certes l'excuse d'une existence harassante qui nous brise les nerfs. Mais comme pour se faire pardonner ses abus, la « civilisation » actuelle s'ingénie à dévaloriser l'effort. S'il est appréciable que l'équipement technique réduise l'effort — ce dont nous femmes lui savons gré sur le plan ménager — n'est-il pas inquiétant que la contagion de la facilité gagne de plus en plus le plan intellectuel et moral ? Telle publicité claironnante promet de vous apprendre les langues sans peine, de déboucher sur le succès et la réussite sans le vouloir. Sans parler des publications qui vous entraînent allégrement à la paresse d'esprit en vous abreuvant d'une pâture facile. De tous côtés, on décourage l'initiative et l'effort individuels.

Or, écrire une lettre demande un effort. Vaut-il la peine de s'y astreindre ? Quel sens lui donner encore ?

Depuis plus de six mois déjà, une pièce de théâtre tient Paris en haleine. Pourtant, *Cher Menteur* n'est rien d'autre qu'un dialogue tiré de la correspondance échangée pendant plus de vingt ans entre Bernard Shaw et Mrs. Patrick Campbell. Sans doute, la qualité des interprètes — Maria Casarès et Pierre Brasseur — est-elle pour une part dans ce succès, mais elle ne suffirait pas à faire passer la rampe à ce spectacle s'il n'y avait dans la matière utilisée une richesse humaine, une intensité émotionnelle et dramatique suspectables d'enchanter le spectateur.

Un exemple entre mille du pouvoir des lettres, indéniable et unique. Même, et peut-être surtout, à notre époque.

Pouvoir des lettres sur celui qui écrit, tout d'abord. Opération « à cœur ouvert », une

lettre, par l'effort de pensée et d'expression qu'elle représente, vous oblige à vous mettre en face de vous-même. Elle filtre, elle éclaire ce qui est souvent confus en vous et devient ainsi un moyen de se découvrir, de prendre conscience de soi-même. Cela peut aller plus loin : écrire, libre parfois en nous des sentiments ou des angoisses qui nous bloquaient intérieurement. Il n'est pas rare que les lettres soient une thérapeutique pour l'âme. Qui ne s'est senti allégé après avoir achevé une lettre, non seulement du remords d'avoir tardé à l'écrire, mais aussi d'un tourment, d'une préoccupation que l'on a exorcisées en parlant ?

Pouvoir des lettres sur celui qui les reçoit. « Pouvoir d'expansion infinie » des mots, se l'on Henry Miller encore. Comparable aux ondes qui se propagent quand on a jeté un caillou dans l'eau. Une parole, c'est de l'air, mais ce qui est écrit demeure, pérenne, imprime. Pouvoir des lettres de la religieuse portugaise sur le Comte de Saint-Léger (qui portait bien son nom) pour que son amant les ait conservées et divulguées. Pouvoir redoutable d'une lettre quelconque de prolonger, de rétablir — hélas aussi de briser — des rapports humains. Quelques mots y suffisent : on est si réceptif à distance. Je me souviens d'une de mes tantes qui, chaque dimanche après-midi, s'installait dans son petit salon et faisait sa correspondance pendant une heure ou deux. Personne n'eût osé la déranger, c'était aussi tabou que la sieste, et je marchais sur la pointe des pieds en passant devant sa porte. Ainsi, ai-je pressenti, enfant, le pouvoir des lettres. Depuis, je l'ai éprouvé et l'éprouve toujours à nouveau.

« Nous avons trop peu de temps pour écrire ? » Eh bien, soyons simples et directes. Il suffit de quelques lignes pour atteindre un cœur, renfluer un courage, éclairer une perplexité. Un « anachronisme », la correspondance ? Bien plutôt une sorte de sortie de notre isolement pour aller au-devant d'autres solitudes qui, elles aussi, tendent la main. Marguerite Rochat

Renée Senn au pays de la longue attente...

Ses amis l'appellent : « La Malicieuse ». De toutes les femmes journalistes que je connais, c'est bien elle qui a le sens de l'humour le plus aigu. Avec ça, élégante, sportive, s'intéressant à tout, élevant deux enfants et bésognant comme quatre, quoique « très paressue », dit-elle... La vie lui a appris, à grands coups de pied quelque part, à devenir cette femme extraordinairement active, qui travaille volontiers le dimanche, le soir et pour qui les vacances sont en général du reportage. « C'est la chance de survie du journaliste libre, mais c'est épataant », déclare-t-elle. Spécialisée dans les articles cinématographiques, elle « fait » chaque année les festivals de Cannes, Venise, Locarno et l'on sent que cette grande jeune femme brune, au nez fureux et au regard pétillant ne doit pas s'en laisser conter par les starlettes de la nouvelle vague, ni impressionnée par les splendeurs du Carlton ou du Daniél.

Ce qui est plus surprenant, c'est de la voir se consacrer, deux mois par an, avec l'ardeur et la conscience professionnelle que nous lui connaissons, à l'éternel problème des réfugiés. C'est elle, en effet, qui est chargée du service de presse, chaque année, de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés et qui bat le rappel pour la collecte de juillet, en envoyant aux rédactions des journaux romands articles et photos de ces sinistres microcosmes d'après-guerre, les camps ; ces camps où attendent ceux qui n'ont pas encore pu être « absorbés » par les pays où ils aspirent à s'établir.

— Pourquoi vous êtes-vous chargée, il y a cinq ans, de ce travail supplémentaire ? Qu'est-ce qui a bien pu attirer une femme comme vous vers cet aspect si morne d'un des malheurs de l'humanité ? ai-je demandé à Renée Senn, qui arrivait de Coirin, elle avait été y accueillir des vieux Russes blancs, émigrés d'Extrême-Orient, où ils ne peuvent plus rester dans les pays d'asile qui les avaient reçus, comme réfugiés, en 1920.

— J'ai été amenée à faire ce travail fortement ; il fallait une journaliste et quelqu'un qui accomplît cette tâche d'une manière un peu suivie. D'ailleurs, je ne suis pas engagée à titre bénévole par l'Office central suisse d'aide aux réfugiés, je suis normalement rétribuée. Je n'aime pas qu'on croie que je fais des cadeaux, alors que je vend mes services. A part cela, j'ajoute que le côté à la fois routinier et exigeant de la patience me plaît, dans cette œuvre. C'est un éternel recommandement, chaque année, au mois d'avril, je fais ma tournée de visites et je prends mes contacts avec la presse. On aime ça ou on ne l'aime pas, moi, ça me va, car l'imprévu est difficile à concilier avec la vie de famille. Pour m'inspirer, on m'a emmenée dans les camps : 1200, 1000, 1100 réfugiés. Ils se ressemblent tous et tous convergent vers l'arrivée, l'inconnu qui représente — peut-être — le commencement de la fin de leur longue attente. Ils sont pitoyables, mais notre pitié ne s'éveille que difficilement : nous sommes incapables de nous substituer à eux en imagination. On peut se « voir » dans la peau des autres, mais on n'arrive pas à imaginer qu'on serait un jour laissé pour compte dans un coin de camp, avec, par exemple, une grotte au poumon (le principal obstacle à l'émigration normale) et le refus vingt fois répété d'un visa qui serait LA solution.

— La Suisse, sauf erreur, accepte les vieillards et les malades, contrairement à certains pays ?

— Oui, mais il ne faut pas se leurrer : un réfugié est vieux à 50 ans, pour lui, tout est compliqué. D'ailleurs, ils ne savent souvent pas eux-mêmes ce qu'ils se veulent.

— Le mot « refuge » signifie : « lieu où l'on se trouve en sécurité ». Et le mot sécurité implique aide, amour, confiance, tranquillité d'esprit... Ne sommes-nous pas encore et toujours tragiquement loin de compte ?

— Évidemment. Et, voyez-vous, c'est aussi pour ça que j'accomplis cette tâche : j'ai l'impression que c'est peut-être utile à quelqu'un !

Bravo, Renée Senn : il n'y a, en vous, pas trace de fausse modestie, de mièvrerie, d'idéalisme inopérant. C'est pourquoi nous sommes sûrs que vous faites du bon travail. Puisse, cette année encore, la collecte de l'Aide suisse aux réfugiés trouver un large écho chez nous. Car la Suisse, en dépit de sa générosité légendaire, est trois à quatre fois inférieure, dans ce domaine, aux pays scandinaves, bien que ces peuples aient eu à souffrir de la guerre.

Isabelle Aguet

Léon Smulovié

- HORLOGERIE
- BIJOUTERIE



Grand choix de montres, bijoux, chevalières, alliances or.
Genève, Terrassière 5
Tél. 36 54 89

La femme et les contrats de vente à tempérament

(Suite de la page 4)

Mais il est d'autres mesures qui tendent, si l'on peut dire, à limiter les dégâts. Il est prévu notamment que, lorsque le prix de vente dépasse 200 fr. et la durée du contrat six mois, l'acheteur est tenu d'effectuer un versement initial minimum du quart du prix au comptant et d'acquérir le solde dans un délai de deux ans et demi. C'est là une précaution destinée à écarter l'acheteur qui assumera (pour ses moyens) une trop lourde charge pendant une trop longue durée. Le Conseil des Etats a d'ailleurs réduit à un cinquième le montant du versement initial et un autre article du projet autorise le Conseil fédéral « suivant la nature de l'objet de la vente » à réduire ou à augmenter par ordonnance ce montant, bref à prévoir des dérogations.

Enfin, il faudrait pouvoir s'arrêter encore aux dispositions relatives à la cession de salaire qui est également limitée. Je signale seulement une excellente disposition selon laquelle l'acheteur disposerait d'un délai de trois jours, selon le projet fédéral, de cinq jours selon la décision du Conseil des Etats, pendant lesquels il lui est loisible de renoncer à son achat et de résoudre le contrat. C'est une judicieuse manière d'éviter un achat fait hâtivement par un coup de tête. Un député au Conseil des Etats avait proposé en outre qu'un contrat signé par un acheteur marié le soit également par son conjoint, mais cette proposition n'a pas été agréée.

Quant aux dispositions relatives à la vente avec paiements préalables, à part celles qui tendent à mettre en lumière les conditions complètes et précises du contrat, elles ont essentiellement pour objet de placer les versements de l'acheteur-épargnant sous contrôle d'une banque soumise à la loi fédérale. Il y a là, une élémentaire garantie.

Ce projet de loi sera encore discuté par le Conseil national, mais il est d'ores et déjà utile, pensons-nous, de familiariser le public avec les garanties qu'il lui offrira lorsqu'il entrera en vigueur, au début de l'an prochain, souhaitons-le.

L. D.

Nos métiers

Assez souvent des jeunes filles qui possèdent une bonne culture générale et des connaissances linguistiques étendues souhaiteraient travailler dans une institution internationale. Nous avons réuni pour elles quelques renseignements qui les intéresseront (détails fournis par l'Unesco (Paris), l'Office européen des Nations Unies (Genève), le Bureau international du travail (Genève), le Bureau international d'éducation (Genève) :

En règle générale, il n'y a que les postes de sténodactylographe pour lesquels un grade universitaire ne soit pas exigé. En outre, les postes qui peuvent devenir vacants sont repourvus par promotion ou mutation de membres du personnel permanent. Seuls les postes subalternes peuvent être attribués à des candidats venant de l'extérieur (après examen de concours).

Unesco

Administration : Les vacances de poste sont très rares. Même pour les postes subalternes, un grade universitaire est exigé, ainsi que la connaissance parfaite de deux langues officielles.

Traducteurs : Grade universitaire.

Interprètes : Il y a très peu de postes permanents.

Programme d'assistance technique : On n'engage que des spécialistes éminents, possédant une longue expérience. Les organisations nationales présentent leurs candidats à l'Unesco.

Personnel de bureau : Il est recruté uniquement sur place. Les candidates doivent connaître parfaitement deux langues officielles au moins, avoir de l'expérience pratique, passer avec succès un examen de sténodactylographie.

Officine europeenne des Nations Unies

Postes des services organiques : On exige une spécialisation très poussée, des titres universitaires obtenus à la suite d'études supérieures dans un domaine de connaissances qui touche à l'activité de l'ONU, de l'expérience pratique.

Assistance technique : Les conseillers techniques envoyés en mission doivent faire autorité dans leur domaine de spécialisation.

Postes dans les services d'information : Ces postes sont en général attribués à des fonctionnaires détachés pour une durée déterminée des organes d'information (radiodiffusion, par exemple) des pays membres.

Traducteurs : Ils sont recrutés par examen de concours ; leur langue maternelle doit être l'une des langues officielles de l'ONU (anglais, chinois, espagnol, français, russe). Un grade universitaire et une longue expérience pratique sont exigés.

Interprètes : Titre universitaire. Connaissance de trois langues officielles.

Secrétaire : Seules sont prises en considération les candidatures de personnes dont la langue maternelle est le français et qui sont

domiciliées depuis trois ans au moins dans les cantons suisses de langue française ou sur territoire français dans un rayon de 25 km. autour de Genève.

Age : 21 ans au moins. **Formation secondaire.** Expérience professionnelle : 2 ans au moins. Examen de sténodactylographie. **Salaire annuel (exempt d'impôt sur le revenu) :** fr. 9935, — à 13 585, —.

La candidate qui passe avec succès l'examen d'anglais, d'espagnol ou de russe est colliquée dans une classe supérieure de traitements.

Bureau international du travail

Le personnel du secrétariat est recruté par concours où l'on admet les candidates résidant en Suisse (ou sur territoire français dans un rayon de 25 km. autour de Genève) depuis trois ans au moins.

Epreuves : Sténodactylographie et composition française.

Age : de 20 à 35 ans.

Traitements annuels (exempt d'impôt sur le revenu) : fr. 9935, — à 13 585, —.

Bureau international d'éducation

Le secrétariat n'occupe qu'une quinzaine de personnes. En règle générale, les secrétaires du B.I.E. sont de nationalité suisse.

(A.S.F.)

**ENCAUSTIQUE - BRILLANT
SOLIDE
ABEILLE
LIQUIDE
NETTOIE • CIRE • BRILLE VITE**